

Déclaration commune des Fédérations de cheminots CGT, UNSA, SUD-Rail, CFTD à la deuxième TABLE RONDE INFORMATIQUE du 9 juillet 2010



Monsieur le Directeur,

En préambule, sachez que cette déclaration est commune aux 4 Fédérations de cheminots représentatives à la SNCF.

Messieurs G. PEPY et F. NOGUE ont fait des déclarations dans la presse. Le premier dans Les Echos : "La SNCF va réviser son plan stratégique afin de s'adapter à la crise" et de repousser "Destination 2012" à l'horizon 2015, en tenant compte de tous les changements des deux dernières années. Vous seriez évidemment bien inspiré, au-delà de réviser, d'abandonner certaines stratégies catastrophiques pour l'entreprise et les cheminots dont celle, destructrice, qui nous occupe. Nous voulons bien sûr parler de la co-entreprise avec IBM.

En ce qui concerne M. NOGUE, commencer son interview en disant que l'objectif des embauches pour 2010 ne sera pas tenu, ne nous change guère des autres années, puisque c'est plus de 21 000 emplois qui ont disparus de notre entreprise depuis 6 ans. L'inspiration serait de couvrir la totalité des postes vacants et d'avoir une politique d'embauche ambitieuse pour les cheminots, ambitieuse pour les usagers qui subissent quotidiennement les conséquences de la désorganisation de l'entreprise.

Notre synthèse précipitée de la table ronde du 14 juin est pour le moins surprenante et laisse apparaître quelques arrangements avec la réalité. Vous présentez ULYSSE comme un moyen de désendettement, ne serait-ce pas plutôt un moyen de faire culpabiliser les cheminots et les faire tomber dans la résignation ? Après des mois de mensonges par omission ou autre forme, voilà maintenant que vous voulez associer les organisations syndicales aux différentes réflexions. Si nous devons nous cantonner à de l'accompagnement social, ne comptez pas sur nous. Les documents remis aux Fédérations en fin de séance le 14 juin 2010 ne sont que de laborieuses

tentatives de justification d'un montage néfaste que l'entreprise se refuse à remettre en cause.

Cela fait plusieurs fois que nous vous le répétons, vous rentrez dans le champ de l'accompagnement d'ULYSSE, ne laissant aucune part au dialogue social ni sur l'entreprise publique, ni sur les cheminots et les prestataires.

Depuis le début, vous manquez de transparence, cachant aux cheminots le contenu et la finalité de cette co-entreprise. Vous pratiquez la politique du fait accompli dans sa mise en œuvre à marche forcée.

Nous, organisations syndicales, mettons très clairement en avant la perte de confiance des cheminots de ces services envers les dirigeants de l'entreprise, démontrée de façon éclatante par la grève des informaticiens du 1^{er} avril 2010 et confirmée par l'enquête CSA d'avril 2010 commandée par vos soins pour la DSIT, où 95% d'entre eux se déclarent opposés à la création de NOVIASERV et 85% font preuve de défiance envers leur Direction. De plus, 72% sont inquiets et convaincus qu'IBM a la seule ambition de faire main basse sur nos systèmes d'information, à l'inverse 65% font confiance aux organisations syndicales.

Vous êtes très mal sur ce sujet. La Direction est isolée. La presse, le Ministère des Finances, par l'intermédiaire de son inspecteur général, les élus de la Nation, s'interrogent, qui sur la finalité de ce montage avec l'entreprise IBM, qui sur la délocalisation d'emplois dans des pays à faibles coûts salariaux, qui sur la réalité des économies promises. Les organisations syndicales contestent votre projet depuis le début, l'encadrement vous lâche, ainsi que tous les cheminots. Cela ne suffit-il pas à vous faire revenir à la raison ? Et bien non, vous vous permettez de tenir des propos provocateurs dans un journal national sur le cœur de métiers de la SNCF, comme si le

SI n'était pas le système nerveux de la SNCF.

Vous assénez que le marché de l'informatique en France est un eldorado. Ceci est faux et archi faux.

Les entreprises gonflent leur chiffre d'affaires et leurs effectifs sur les marchés, c'est leur intérêt pour être crédibles.

Les chiffres de demandes d'emploi informaticiens ne prouvent rien !

Le SYNTEC, organisme patronal, annonce officiellement que les années 2010/2011, en termes d'emplois, se présentent comme catastrophiques. Plusieurs plans sociaux sont, ou seraient, mis en œuvre.

Le chômage dans la catégorie cadre est deux fois plus important que dans tous les autres métiers, de plus, après 35 ans, l'employabilité est remise en question. Et vous, Direction SNCF, en reprenant ces données sujettes à caution, tentez de nous manipuler.

ALTRAN, grosse entreprise du secteur, annonce l'embauche de 2 000 informaticiens, mais c'est 4 000 qui ont été supprimés sur les deux années qui viennent de s'écouler. La vision optimiste du marché que vous relayez date. En effet, aujourd'hui, les SSII déclarent qu'il n'y a surtout pas de vision à long terme.

Il n'y a pas que des discours de façade ; l'entreprise ATOS renonce à des contrats offshore car des livrables qui en reviennent sont à refaire et in fine, doublent les coûts.

Vous nous dites que tout va bien, c'est l'inverse : les temps de travail s'allongent et le taux de turn-over dans les SSII est supérieur à 15%, pendant que le nombre croissant d'arrêts maladie illustre ce malaise.

Vous ne pouvez ignorer que les prestations offshores posent un véritable problème de qualité, qui se révèle être une vraie bombe à retardement. Il serait imprudent, alors que tous les opérateurs repensent leurs stratégies, d'avoir un train de retard !

Sans compter que la Responsabilité Sociale de l'Entreprise (RSE) est mise à mal.

Dans la dernière période, nous n'avons eu de cesse d'alerter la Direction de

l'entreprise sur les conséquences lourdes engendrées par les multiples réorganisations. Nous ne tairons pas, dans ce contexte, ce que nous voyons acter dans les rapports annuels des médecins du travail. Ils pointent avec force les incertitudes et les dangers pour la santé des cheminots, engendrés par ces multiples restructurations ?

Comment ne pas oublier l'incident informatique du 21 mai dernier ? Par deux fois, sur le site sncf.com et dans le journal audio Les Infos, la Direction a décidé de valoriser IBM, alors que seuls, les cheminots, ont résolu l'incident.

Cest très symptomatique de la mauvaise foi de nos dirigeants, pour qui tous les prétextes sont bons pour promouvoir IBM.

Les Fédérations CGT, UNSA, SUD-Rail et CFDT attendent de cette table ronde une autre teneur que celle du 14 juin. Si nous n'avons aucune légitimité pour discuter des relations entre les filiales du groupe et la co-entreprise NOVIASERV, nous demandons à ce que les discussions concernant le traitement des systèmes informatiques de l'EPIC SNCF s'établissent sur des bases ne prenant pas en compte cette co-entreprise.

Les Organisations Syndicales souhaitent pouvoir discuter sur une ré-internalisation massive de charge de travail au sein de l'EPIC, sur une conception beaucoup plus large de nos systèmes d'information et de télécommunications, intégrant les agents de ces services, sur des contrats de sous-traitance à minima qui soient établis dans le cadre de l'attribution des marchés publics avec des clauses sociales favorisant le maintien de l'emploi sur le territoire national.

Aucun des 9 points soulevés lors des DCI et préavis n'est à ce jour résolu.

Vous avez un souci de transparence, qu'en est-il des rumeurs propagées à tous les niveaux, du retrait d'IBM de ce montage moyennant finance ?

Merci de votre attention.

Paris, le 08 juillet 2010

